

CRISE SECURITAIRE DANS LA REGION DES CASCADES ET DEPLACEMENT FORCE DES COTONCULEURS VERS LA COMMUNE DE BANFORA

ZOUNGRANA Salamata, doctorante en histoire à l'université Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso), zoungranasala@gmail.com , 70 18 74 68

Résumé

La région des Cascades est l'une des treize régions du Burkina Faso. Située à l'extrême Sud-ouest du pays, cette région est une zone de production cotonnière par excellence. Cependant, ces dernières années, elle est secouée par des attaques terroristes. Face à cette situation, on assiste au déplacement massif des populations en général, et des cotonculteurs en particulier. Ainsi, nombreux sont les cotonculteurs qui ont choisies de s'installer dans la commune de Banfora. Qu'est-ce qui caractérise la dégradation sécuritaire dans la région des Cascades ? Pourquoi les cotonculteurs ont-ils opté de quitter leurs localités ? Qu'est-ce qui justifie le choix de la commune de Banfora par ces derniers comme zone de destination ? Cette étude vise à appréhender la situation sécuritaire dans la région des Cascades ainsi que les raisons qui poussent les cotonculteurs à quitter leurs localités et à se réfugier dans la commune de Banfora. L'exploitation d'une méthodologie qualitative, marquée par le recueil, le traitement et l'analyse d'informations écrites et orales a permis d'aboutir à des résultats. Depuis 2018, les attaques terroristes prennent de plus en plus d'ampleur dans les Cascades. L'usage de la violence par les terroristes justifie le déplacement des cotonculteurs qui se dirigent vers la ville de Banfora. Cette ville s'avère être mieux sécurisée.

Mots clés : Crise sécuritaire, terrorisme, région des Cascades, Cotonculteurs, commune de Banfora

Abstract

The Cascades region is one of the thirteen regions of Burkina Faso. Located in the extreme south-west of the country, this region is a major cotton-producing area. In recent years, however, it has been rocked by terrorist attacks. As a result, there has been a massive displacement of people in general, and cotton growers in particular. Many cotton growers have chosen to settle in the commune of Banfora. What characterises the deteriorating security situation in the Cascades region ? Why have cotton growers opted to leave their localities? What justifies their choice of Banfora as their destination ? The aim of the study was to gain an understanding of the security situation in the Cascades region and the reasons why cotton growers are leaving their localities and taking

refuge in the town of Banfora. The results are based on a qualitative methodology involving the collection, processing and analysis of written and oral information. Since 2018, terrorist attacks have become increasingly common in the Cascades. The use of violence by terrorists has prompted cotton farmers to move to the town of Banfora. This town is proving to be more secure.

Keywords : Security crisis, terrorism, Cascades region, cotton growers, town of Banfora

Introduction

La crise sécuritaire est une expression couramment utilisée ces dernières années au Burkina Faso. Elle est étroitement liée à l'expansion du terrorisme dans le pays. La région des Cascades est l'une des régions touchées par l'avancée terroriste. Cette région s'étend sur une superficie de 18 424 km², soit 06,7% du territoire nationale (FAYAMA Tionyéle et MAÏGA Alkassoum, 2020, p. 155). Elle se compose de deux provinces : la Comoé et la Léraba. Parmi ces deux provinces, celle de la Comoé est la plus éprouvée par l'expansion terroriste. Cette expansion conduit au déplacement des populations en général, et des producteurs de coton en particulier. Dans leur déplacement à la recherche de terre paisible, nombreux sont les cotonculteurs qui ont optés de déposer leurs valises dans la commune de Banfora. Comment se présente la situation sécuritaire dans la région des Cascades ? Quelles sont les raisons qui sous-entendent le déplacement des cotonculteurs face à l'ennemi ? Pourquoi dans leur cours vers d'autres localités, les cotonculteurs ont choisi de s'installer à Banfora ? A travers ces questions, nous formulons les hypothèses suivantes : La sécurité est mise en mal dans la région des Cascades, eu égard des exactions terroristes ; le mode opératoire des terroristes marqué par l'usage de la violence contraint les cotonculteurs à se déplacer vers d'autres localités ; la ville de Banfora comparativement aux localités envahies par les terroristes présente une certaine sécurité. De ces hypothèses se dessinent les objectifs de la présente étude qui visent à comprendre la crise sécuritaire dans la région des Cascades ainsi que les raisons qui poussent les producteurs du coton à se déplacer et à s'installer dans la commune de Banfora. L'atteinte de ces objectifs a nécessité l'exploitation d'une méthode qualitative. Cette méthode se caractérise par le recueil, le traitement et l'analyse d'informations écrites et orales. Les travaux de terrain ont été réalisés à Banfora. 103 cotonculteurs ont été entendus. A ces derniers s'ajoutent 06 responsables de la Société burkinabè des fibres textiles (SOFITEX), section Banfora, portant à 109 le nombre total d'enquêtés. L'exploitation des

informations récoltées permet de structurer le présent travail en trois grands points : le terrorisme dans la région des Cascade ; l'insécurité et la production cotonnière dans la région des Cascades ; le déplacement forcé des cotonculteurs vers la commune de Banfora.

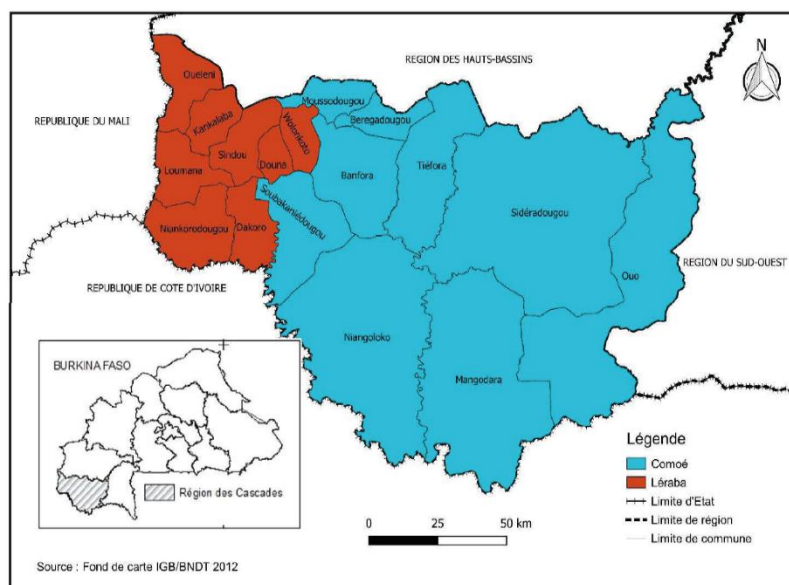
1- Le terrorisme dans la région des Cascades

La région des Cascades fait face ces dernières années à l'expansion des Groupes armés terroristes (GAT). Cette expansion est plus prononcée dans la province de la Comoé que celle de la Léraba.

1-1- Présentation de la région des Cascades

La région des Cascades a été créée en 2001 au même titre que les 12 autres régions du Burkina Faso par la loi N°2001-013/AN du 02 juillet 2001 (Ministère des mines et de l'énergie, 2013, p. 78). Elle est située à l'extrême Sud-ouest du pays comme l'illustre la carte n°1. Elle s'étend sur une superficie de 18 424 km², soit 06,7% du territoire national. Cette partie du Burkina Faso est composée de deux provinces que sont la Comoé et la Léraba. Ces provinces ont respectivement pour chef-lieu Banfora et Sindou. La province de la Comoé occupe la majeure partie de la région avec une superficie de 15 405 km², soit 83,6 % du territoire régional, contre 3 019 km², soit 16,4 % pour la province de la Léraba. La région se compose de « dix-sept (17) départements et deux-cent quatre-vingt-treize (293) villages ». (INSS, 2022, p. 5). Elle a pour chef-lieu Banfora.

Carte n°1 : Situation géographique de la région des Cascades



Le milieu physique de la région des Cascades est caractérisé par un relief accidenté, avec cependant la présence de deux unités topographiques majeures : les plateaux et les plaines (FAYAMA Tionyéle et MAÏGA Alkassoum, 2020, p. 157). Il est caractérisé par plusieurs sites touristiques : les cascades de Karfiguéla, les pics de Sindou, les dômes de Fabédougou, le mont Ténakourou, etc. Quatre principaux types de sols peuplent la région : les lithosols sur la cuirasse et sur les roches diverses ; les sols ferrugineux tropicaux lessivés indurés ; les sols ferrugineux tropicaux lessivés à taches et concrétions et les sols peu évolués d'érosion lithique ; et les sols hydromorphes peu humifères à pseudogley de surface et les sols peu évolués d'apport alluvial hydromorphes (OUEDRAOGO Adama, 2010, p. 11). Partie intégrante du climat soudano-sahélien, avec des températures moyennes annuelles comprises entre 17 et 36°C (Ministère des mines et de l'énergie, 2013, p. 25), la région des Cascades est drainée par deux importants fleuves pérennes que sont la Comoé et la Léraba. Elle reçoit des précipitations assez importantes et est peuplée par des formations végétales variées que sont : « les savanes boisée et arborée, les forêts claires et galerie, le tapis graminéen » (INSD, 2009, p. 24). Elle se compose de 14 forêts classées ; ce qui témoigne l'importance des ressources végétales dans la localité.

La région des Cascades, à l'image de plusieurs régions du Burkina Faso est anciennement peuplée. Cependant, il est difficile de remonter dans le temps pour situer avec exactitude la date d'installation des premières populations ainsi que leur lieu d'origine. Toutefois, on situe l'histoire de la région à celle de l'empire du Ghana qui l'a dominée jusqu'à son déclin au XI^e siècle. Au cours des siècles suivants, les Cascades ont fait l'objet de domination de divers royaumes, notamment « le royaume Dioula de Kéné Dougou, qui a prospéré du XIII^e au XVII^e siècle » (Wangolā Médias, 28/03/2023, consulté le 19 juillet 2023). A la fin du XIX^e siècle (1897), la région tombe sous domination française. Au lendemain de l'indépendance de la Haute-Volta le 05 août 1960, la région des Cascades devient une région administrative. Elle est occupée de nos jours par une diversité de peuples composée de Karaboro, Goin, Sénoufo, Turka, Dioula, Toussian, Mossé, Peulhs, etc. Sa population connaît un accroissement dans le temps. De 257 553 habitants en 1985, elle est passée à 334 303 en 1996, puis à 531 808 habitants en 2006 et à 812 466 2019. (INSD, 2022, p. 7). Ces dernières années, la quiétude qui régnait dans les Cascades est mise en male par l'expansion du terrorisme.

1-2- L'expansion du terrorisme dans la région des Cascades

Les premières attaques terroristes enregistrées au Burkina Faso remontent à 2015. Cependant, les premiers signes de la présence des Groupes armés terroristes (GAT) dans la région des Cascades remonte en 2018. Cette période a été marquée par de multiples alertes sur la présence d'individus mal intentionnés dans les forêts environnantes (ZOUNGRANA Salamata, 2022, p. 251). Mais ces alertes n'ont pas été traités avec diligence et très vite, la région enregistre sa première attaque au cours de la même année. Il s'agit de l'attaque de la Brigade territoriale de Gendarmerie de Sidéradougou, perpétrée en octobre 2018 (DOFINI Romuald, 25/05/2021, consulté le 25 avril 2023). Depuis, les attaques et les enlèvements de personnes se sont intensifiés dans cette partie du Burkina Faso, notamment dans la province de la Comoé. En effet, dans la nuit du 20 au 21 septembre 2020, la gendarmerie de Mangorada, a été prise pour cible par des Groupes armés non identifiés (GANI) (UNHCR, 2020, consulté le 20 avril 2023). En février 2021 la gendarmerie de Ouou (Comoé) a été attaquée ; ce qui a entraîné un mort et deux blessés (Iefasonet, 10/09/2021, consulté le 20 avril 2023). Au cours du mois de mai de la même année, quatre personnes dont deux chefs de village ont été enlevés par des terroristes. En septembre, plusieurs attaques ont été enregistrées dans la commune de Mangodara, notamment à Sirakoro le 02 septembre, à Noumoutié Dougou le 09 et 17 septembre (OCHA, 2021, consulté le 25 juillet 2023). Entre 2018 et 2021, la région des Cascades a enregistré plus d'une quinzaine d'attaques terroristes (DOFINI Romuald, 25/05/2021, consulté le 25 avril 2023). Parmi les attaques perpétrées dans la région entre 2022 et 2023, on note celle de Madiassio (la nuit du vendredi 1^{er} au samedi 02 juillet 2022) avec au moins cinq morts ; du poste de la Société de pesage Niangoloko, le 22 mars 2023 ; le 30 janvier 2023, quinze corps ont été retrouvés dans le village de Linguekoro à la suite de l'interception de deux mini-cars par les GAT le 29 janvier 2023 (Iefasonet, 31/01/2023, consulté le 25 avril 2023).

Face à l'ampleur de l'insécurité dans la région des Cascades, et conformément à la politique nationale de lutte contre ce fléau, le Gouverneur de la région, le colonel Jean Charles Y. Somé interdit « la circulation des motos de marque Aloba, Sanili, Fortune, ou de même nature ainsi que des tricycles transportant des personnes ». Cette interdiction a couvert les périodes allant du 19 juillet au 18 octobre 2022, et a concerné « 32 villages dans la province de la Comoé dont 16 villages de la commune de Mangodara, 6 villages de la commune de Niangoloko, 8 villages de la commune

de Ouou et 5 villages de la commune de Sideradougou » (AIB/Comoé, 24/07/2022, consulté le 25 avril 2023) ; ce qui atteste que la dégradation sécuritaire dans la région des Cascades concerne surtout la province de la Comoé ; celle de la Léraba est jusque-là épargnée. Une de nos sources orales explique cette situation par le fait que la province de la Comoé est très vaste avec une majorité de terres inexploitées et inoccupées ; ce qui n'est pas le cas dans la province de la Léraba où la majeure partie des terres sont exploitées et occupées par les populations.

La mesure de lutte susmentionnée a-t-elle porté fruit ? difficile de répondre par l'affirmation ou la négation. Tout compte fait, la région des Cascades est de plus en plus sous emprise terroriste avec son corolaire de déplacement des populations. En effet, les Personnes déplacées internes (PDI) de la région sont passées de 268 en 2020 (OCHA, 2020, consulté le 20 avril 2023) à 15 626 en 2021 (SP CONASUR, 2021, consulté le 25 avril 2023), puis de 20 291 en 2022 (SP CONASUR, 2022, consulté le 20 avril 2023) à 21 896 en 2023 (SP CONASUR, 2023, consulté le 20 avril 2023). Ces déplacements sont une première dans l'histoire de la région. Dans le temps, c'est au cours de la période coloniale qu'on a assisté à une migration des populations, notamment les Gouin vers la Gold Coast (actuel Ghana) en vue d'échapper aux impôts, aux travaux forcés et bien d'autres exactions de l'administration coloniale française (SOULAMA Kamy, SD, p. 195).

Malgré l'accroissement du nombre de PDI lié à l'insécurité, force est de constater que des victoires sont engrangées aussi sur l'ennemi. En effet, le 17 octobre 2022, « les éléments du Groupe d'Action Rapide de Surveillance et d'Intervention (GARSI) à Mangodara [...] accompagnés des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) [...] », ont lancé une offensive contre les GAT dans le village de Kongodjan. Cette opération a permis de neutraliser 15 terroristes dont leur chef et de récupérer du matériel de combat (motos, fusils AK-47, postes émetteurs/récepteurs, etc.). Le 02 janvier 2022, une base terroriste située dans le village de Tiebata a été démantelée (AFP, 04/01/2022, consulté le 20 juillet 2023). En mars 2023, une autre base terroriste a été anéantie à Mangodara par les Forces de défense et de sécurité (FDS). Cela a permis de neutraliser plusieurs terroristes et de saisir des armes, des motos et des vivres (Lefaso.net, 31/03/2023, consulté le 20 juillet 2023). Ce sont là quelques exemples qui attestent que malgré l'adversité, le Burkina Faso ne bat pas en retraite. Il reste convaincu que la victoire sera sien. Mais en attendant la levée de ce jour, une réalité est palpable dans la région des Cascades : l'insécurité a mis en mal le développement des secteurs socioéconomiques, en l'occurrence celui du coton.

2- L'insécurité et la production du coton dans la région des Cascades

La vulgarisation de la production du coton dans la région des Cascades, comparativement aux autres régions cotonnières du Burkina Faso, est récente car elle remonte à la fin du XX^e siècle. Mais, depuis, la production ne cesse de prendre de l'ampleur dans la localité jusqu'à un passé récent où elle fléchit en raison de la dégradation sécuritaire.

2-1- Aperçu historique sur la production du coton dans la région des Cascades

Il est certain que la production du coton au Burkina Faso remonte bien avant l'ère coloniale. Cette certitude ne semble pas se vérifier dans la région des Cascades, précisément à Banfora. Prenant l'exemple des Gouin, Louis TAUXIER note qu'avant l'arrivée des colons français, ce peuple ne cultivait pas du coton. Les produits qui étaient cultivés à Banfora étaient constitués de mils (sorgho blanc, sorgho rouge, millet), de haricots, de pois-arachides, de l'igname, de fonio, de n'tokon ou takou (une petite plante contenant du sucre), de riz (couleur noir, jaunâtre ou grisâtre), de sésame (TAUXIER Louis, 1933, pp. 88-89). C'est à partir de la période coloniale, que la production du coton s'intègre dans l'exploitation agricole de la région sans pour autant prendre de l'ampleur au cours de cette période et même après les indépendances. La politique de développement des Cascades était plus tournée vers la production de la canne à sucre. De la période coloniale à 1995, la production du coton dans la région des Cascades faisait partie de la zone cotonnière de Bobo-Dioulasso. C'est en 1996, à la lumière de la dévaluation du F CFA marquée par le développement du plan de relance de production du coton au Burkina Faso, qu'est créée la région cotonnière de Banfora, mettant ainsi fin à son rattachement à celle de Bobo-Dioulasso. Cette région cotonnière couvre toute la production de la région des Cascades, et se subdivise en trois zones de production que sont :

- la zone de la Léraba : elle s'étend sur toute la province, notamment dans les départements de Dakoro, Douna, Kankalaba, Loumana, Niankorodougou, Ouéléni, Sindou et Wolonkoto;
- la zone de Banfora : elle s'étend sur six départements de la province de la Comoé (Banfora, Bérégadougou, Mangodara, Moussodougou, Niangoloko et Soubakaniédougou) ;
- la zone de Sidéradougou : elle couvre les départements de Ouo, Sidéradougou et Tièfora (tous de la province de la Comoé) (DJIRE Adama Ben Arouna, 2014, p. 15).

1996 peut être considérée donc comme la date à partir de laquelle la production du coton dans la région des Cascades est devenue de plus en plus considérable. Ainsi, de 1997 à 2014, la production connaît une importante hausse qui s'explique surtout par l'augmentation des superficies emblavées comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Tableau n°1 : Evolution de la production du coton et des superficies emblavées dans la zone cotonnière de Banfora de 1997 à 2014

Campagne	Superficies emblavées en hectare	Production en tonne	Campagne	Superficies emblavées en hectare	Production en tonne
1997/1998	29 825	34 291	2006/2007	97 011	82 571
1998/1999	39 031	37 040	2007/2008	35 480	31 929
1999/2000	39 067	43 987	2008/2009	47 060	52 112
2000/2001	46 452	44 448	2009/2010	54 496	51 825
2001/2002	53 693	53 493	2010/2011	47 825	39 459
2002/2003	64 589	71 333	2011/2012	62 485	57 940
2003/2004	64 021	72 436	2012/2013	64 931	65 657
2004/2005	80 830	88 593	2013/2014	63 260	63 409
2005/2006	92 236	93 273	2014/2015	64 216	64 280

Source : tableau réalisé par l'auteur à partir des données de la SOFITEX

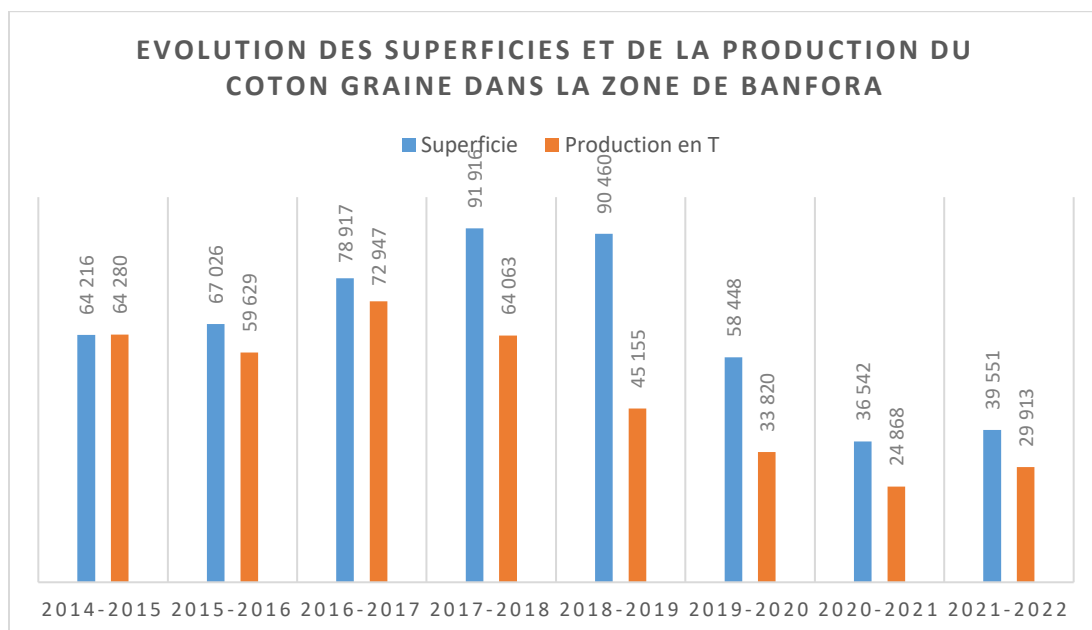
Une observation minutieuse du tableau permet de constater une importante chute de la production au cours de la campagne 2007-2008. La production est passée de 82 571 tonnes au cours de la campagne 2006-2007 à 31 929 tonnes au cours de celle de 2007-2008. Cette chute s'explique essentiellement par l'impact de la crise économique mondiale de 2008 qui a entraîné la baisse des cours de matières premières, notamment ceux du coton sur le marché mondial. Cette baisse s'est répercutée sur le prix d'achat du coton graine au Burkina Faso qui est passé de 175 F CFA en 2005-2006, à 160 F CFA en 2006-2007, puis à 145 F CFA en 2007-2008. Cette chute des prix a entraîné l'abandon de la production du coton par bon nombre de producteurs avec pour corollaire la baisse des superficies emblavées qui passent de 97 011 hectares au cours de la campagne 2006-2007 à 35 480 hectares au cours de celle de 2007-2008. A la suite de ces campagnes, les prix ont

commencé à se rehausser. Ils passent à 172 F CFA en 2010-2011 à 235 F CFA en 2011-2012 et 2012-2013. Dès lors, les producteurs renouent avec le coton, mais leur élan est freiné ces dernières années avec le développement de l'insécurité dans la région des Cascades ; ce qui influe négativement sur la production de la zone.

2-2- La production du coton à l'épreuve de l'insécurité dans la région des Cascades

Depuis 2004, à la lumière de la libéralisation de la filière coton au Burkina Faso, le pays compte trois régions cotonnières : l'Ouest, le Centre et l'Est. La région des Cascades fait partie de la région Ouest, dirigée par la SOFITEX. Cette Société a divisé sa région de production en sept zones : Banfora, Bobo, Dédougou, Diébougou, Houndé, Koudougou et N'Dorola. La zone de Banfora comme nous l'avons vu plus haut représente la production de la région des Cascades. Face à dégradation sécuritaire dans la région ces dernières années, la production de la zone connaît une baisse liée surtout à la baisse des superficies emblavées. Ce constat se traduit dans le graphique ci-après :

Graphique n°1 : Evolution des superficies (hectare) et de la production du coton graine (tonne) dans la zone de Banfora de 2014 à 2021



Source : Graphique réalisé par l'auteur à partir de données récoltées à la SOFITEX

Le constat est net : les superficies emblavées ainsi que la production du coton graine connaissent une chute à partir de la campagne 2018-2019. Ainsi, de 90 460 hectares pour une production de 45 155 tonnes au cours de ladite campagne, les superficies et la production, sont passées respectivement de 39 551 hectares et 29 913 tonnes au cours de la campagne 2021-2022. De la campagne 2014-2015 à celle de 2021-2022, la production a chuté de plus de la moitié. De façon spécifique, la baisse de la production au cours des campagnes 2017-2018 et 2018-2019 malgré l'importance des superficies emblavées, est surtout liée à la baisse des rendements qui sont passés de 906 kg/ha en 2016-2017 à 651 et 678 kg/ha respectivement en 2017-2018 et 2018-2019. Bon nombre de producteurs relient cette situation aux mauvais intrants mis à leur disposition par la SOFITEX. Un des leurs relève ceci :

« C'est la SOFITEX qui nous a fourni des intrants frelatés. La semence, les insecticides phytosanitaires, les engrais (NPK, Urée), tous étaient de qualité douteuse. Leur usage n'a donné aucun résultat positif. Par conséquent, le rendement ne pouvait qu'être négatif, ouvrant ainsi la porte aux impayés » (COULIBALY W. G., 2018, p. 10).

La SOFITEX, elle, rejette ces accusations et pointe du doigt une mauvaise campagne pluvieuse. Tout compte fait, après ces campagnes, la chute de la production du coton dans la zone de Banfora est étroitement liée au développement de l'insécurité dans la zone. Cette situation a pour conséquence directe le déplacement forcé des cotonculteurs dont bon nombre ont opté de s'installer dans la commune de Banfora.

3- Le déplacement forcé des cotonculteurs vers la commune de Banfora

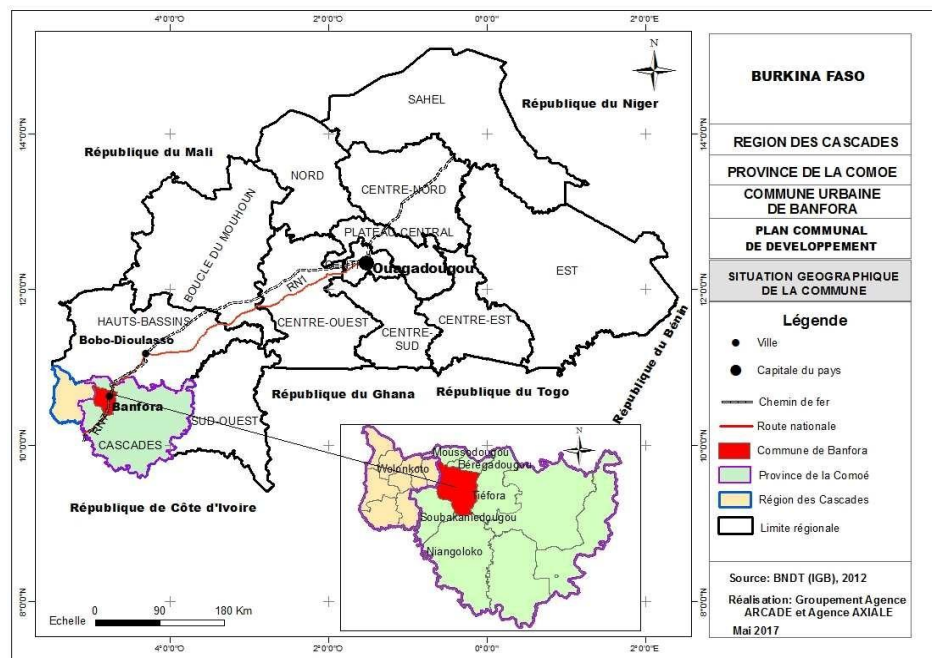
Face à l'expansion du terrorisme dans la région des Cascades, on assiste à un déplacement sans précédent des producteurs de coton vers la commune de Banfora. Le choix porté sur cette commune n'est pas fortuit selon les producteurs.

3-1- Présentation de la commune de Banfora

Banfora est une commune urbaine située dans la province de la Comoé. Cette ville « a été érigée en poste administratif en 1904 puis en cercle par arrêté n°2538/INT/SP/1 du 4 mai 1951 et en commune de plein exercice par décret n°60-249 du 19 juin 1960 » (Mairie de Banfora, 2019, p. 16). En 1974 et 1984, elle devient respectivement chef-lieu de département et chef-lieu de province.

La ville de Banfora s'étend sur une superficie de 934 km² soit 5,07% de la superficie de la province de la Comoé, et compte 8 secteurs et 22 villages (Mairie de Banfora, 2019, p. 16). La carte ci-dessous présente la situation géographique de Banfora.

Carte n° 2 : Situation géographique de la commune du Banfora



Le milieu physique de la commune de Banfora se caractérise par un relief relativement plat (altitude moyenne 300 m) marqué par des plateaux et des plaines. Ce relief est caractérisé aussi par des « escarpements ou ruptures de pentes brutes comme les cascades de Banfora, les dômes de Fabledougou » (Mairie de Banfora, 2019, p.15). La commune de Banfora beigne dans un climat soudanien marqué par des précipitation assez élevées (elles sont comprises entre 800 et 1300 mm) et des températures modérées dont la moyenne annuelle est comprise entre 17 et 36 °C. Elle dispose d'une végétation assez dense caractérisée par des forêts claires et des forêts galeries. La forêt de Bounouna, érigée depuis 1955, est la seule forêt classée de la commune. Installée dans le bassin versant du fleuve Comoé, le réseau hydrographique de cette commune est drainé essentiellement par ce fleuve. Outre cette potentialité, la commune dispose entre autres des lacs Tengréla et Lemouroudougou, du barrage de Bounouna.

L'histoire du peuplement de la commune de Banfora est mal connue. Dans cette ville, deux peuples se revendiquent comme étant les premiers. Il s'agit des Karaboro et des Gouin. Les

premiers « seraient apparentés aux Senoufo du Nord (région de Sikasso, Kayes, Bougouni au Mali) » ; et les second « seraient venus du Nord de la Côte d'Ivoire » (OUATTARA Ardjouma, 1982, p. 210). Après avoir confronté diverses informations, Ardjouma OUATTARA est parvenu à la conclusion selon laquelle « les Karaboro sont effectivement les premiers de la région [Banfora]. Mais ce serait les Gouin les fondateurs de la ville [Banfora] » (OUATTARA Ardjouma, 1982, p. 212). Son raisonnement n'est pas erroné car Louis TAUXIER relève que les Karaboro sont plus anciens que les Gouin, mais les Gouin sont devenus de plus en plus nombreux à Banfora et ont fini par en constituer la majorité (TAUXIER Louis, 1933, pp. 77 et 86). La signification de Banfora permet aussi de relier l'histoire de la localité aux Karaboro. En effet, Banfora dérive du mot « *Gbafo* » qui veut dire « clairière » en langue Karaboro. La date d'installation de ce peuple est méconnue, mais l'arrivée des Gouin dans la localité est située au début du XVIII^e siècle. A la suite des Gouin, les Turka se sont installés dans la localité. De nos jours ces trois groupes ethniques (Karaboro, Gouin et Turka) sont considérés comme les autochtones de la commune de Banfora. Ils cohabitent avec d'autres groupes ethniques qui sont entre autres les Dioula, les Sénoufo, les Mossé, les Peulh, les Dagara, les Lobi, les Bobo, les Samo.

Connue sous le nom de « Cité du paysan noir », la commune de Banfora à l'image de celle de la région des Cascades abrite une population dont l'évolution est ascendante. En effet, de 2 740 habitants en 1955, la population est passée à 12 358 en 1975 (OUATTARA Ardjouma, 1982, p. 140) puis à 109 824 en 2006 (INSD, 2009, p. 30) et à 160 302 en 2019. C'est la commune la plus peuplée de la région des Cascades avec 19,1% de la population de la région (INSD, 2022, p. 9).

3-2- Le déplacement des cotonculteurs face aux Groupes armés terroristes (GAT)

Le déplacement des hommes en temps de crise qu'elle soit naturelle ou fomentée par l'homme est une réalité dans l'histoire de l'humanité. La région des Cascades qui fait face ces dernières années aux attaques terroristes ne fait pas l'exception. Les populations en général, et les cotonculteurs en particulier quittent certaines localités au profit d'autres. Leur déplacement s'explique par plusieurs raisons qui peuvent être catégorisées en deux éléments essentiels : le mode opératoire des terroristes et la manifestation de la résilience.

- Le mode opératoire des terroristes : il est caractérisé principalement par l'usage de la violence. Cette violence est marquée par des tueries, des enlèvements et l'interdiction de collaborer avec les FDS, etc. Une de nos sources orales relate les raisons qui les ont conduits

à abandonner leur village. Pour ce dernier, un jour, en pleine journée, les GAT ont enlevé trois jeunes du village dont l'un appartenait à un richard de la localité. Ils les ont ligotés et sont allés fouiller le domicile du jeune dont le papa a les moyens ; puis ont incendié la cour. Après cela, ils sont allés détachés les jeunes qu'ils avaient ligotés. Ils ont libéré deux des jeunes et ont égorgé l'enfant du richard. Pendant le déroulement de la scène les gens fuyaient. C'était la meilleure option à faire car le deuxième jour plus de trente personnes ont été tués dans le village, révèle-t-il. Un deuxième récit émanant d'une autre personnes ressources retrace ce qui suit. La première fois que les terroristes sont venus chez eux, ils ont encerclé tout le village et ont intimé tout le monde à aller prier à la mosquée. Après la prière, ils les ont fait savoir qu'ils ne leur veulent pas du mal et les ont interdit de parler de leur visite aux FDS, chose que certaines personnes n'ont pas respecté car le lendemain, les militaires sont venus en grand nombre patrouillé dans le village. Après leur départ, quelques jours plus tard les GAT sont revenus et nous ont fait savoir que nous n'avons pas respecté leur accord, par conséquent, nous auront ce que nous méritons à leur prochain passage. Quand ils sont partis après les avoir dit qu'ils reviendront, les gens ont quitté le village, puisqu'ils ne peuvent pas faire face à ces terroristes qui sont bien armée, se convainc-t-il. Une analyse minutieuse de ces deux témoignages permet de relever que le rapport de force des groupes terroristes est très élevé par rapport à celui des populations. Ainsi, ne pouvant pas faire front à ces groupes car dépourvu d'armes et de tactique de guerre, les populations préfèrent quitter leur village. Cette situation traduit aussi la faiblesse, voire l'absence de couverture sécuritaire des campagnes par les institutions étatiques de sécurité (police, gendarmerie, sapeurs-pompiers).

- La manifestation de la résilience : Le déplacement des cotonculeurs des zones à fort défis sécuritaire peut être appréhendée comme une forme de résilience. En effet, ne pouvant pas faire front à l'ennemi compte tenu des méthodes drastiques utilisées par ce dernier, les producteurs du coton optent d'avoir la vie sauve en vue de mettre en échec le désir de l'ennemi de les anéantir ; ce qui constitue une sorte de victoire pour eux. Dans les faits, resté vivant en temps de crise constitue une opportunité à saisir pour se lancer sur de nouvelles bases en vue de reconstruire sa vie et celle de la société. La résilience étant la « capacité à se construire une bonne vie malgré un environnement défavorable » (COHEN Maya, 2020, consulté le 26 avril 2023) trouve ainsi tout son sens. Cette résilience guide les

actions de certains cotonculteurs qui se sont vite intégrés dans leur zone d'accueil en développant plusieurs activités, notamment l'agriculture céréalière, la maçonnerie, l'exploitation d'or, le ramassage et la vente de sable. C'est du reste le constat fait à travers les cotonculteurs déplacés dans la commune Banfora. Leur choix porté sur cette commune met en exergue plusieurs raisons.

3-3- Le choix de la commune Banfora par les cotonculteurs comme zone de destination

Dans la région des Cascades, comme ailleurs au Burkina Faso, face à l'avancée des GAT, les populations quittent les campagnes vers les villes. Ainsi, plusieurs cotonculteurs, venues des villages des communes de Mangodara, Niangoloko, Ouo, Sidéradougou, etc. se sont installés dans la ville de Banfora. La majorité des cotonculteurs que nous interrogés viennent des villages de la commune du Mangodara. Il s'agit entre autres des villages de Mandiasso, Koflandé, Lingakoro, Dagnini, Noumoutié Dougou, Guelgorosso, Tomkorosso, Torokoro. La commune de Mangodara est la plus touchée par l'insécurité dans la région des Cascades. Elle est située à 105 km de Banfora.

L'analyse des informations livrées par les cotonculteurs sur le choix porté sur la ville de Banfora dans le cadre de leur déplacement laisse transparaître trois principales raisons : la sécurisation de la ville, l'importance de la densité de la population et l'existence de proches ou de local dans la ville.

- La sécurisation de la ville : plus d'un justifie son installation dans la ville de Banfora par la présence d'institutions étatiques assurant la sécurisation de la ville et donc des populations. En effet, la présence des différents corps de sécurité, notamment la police nationale, la gendarmerie et les sapeurs-pompiers dans la ville de Banfora rassure les cotonculteurs qui s'y sont installés, en ce sens qu'ils se sentent en sécurité. Leur perception semble fondée car jusqu'à ce jour la ville de Banfora n'a connu aucune attaque. La majorité des enquêtés ont relevé que s'abriter dans un village est très risqué car les terroristes peuvent à tout moment vous envahir. Ce constat traduit l'idée de la faible sécurisation des campagnes au Burkina Faso.
- L'importance de la densité de la population : la commune de Banfora est la commune la plus peuplée dans la région des Cascades avec une densité de 171,6 hbts/km² (INSD, 2022, p. 10). Cette forte densité met les populations qui y résident dans une certaine sécurité car il

est plus difficile pour les GAT de mener des opérations de tuerie dans la ville et de s'en sortir indemne. En fait, la densité élevée de la population rime avec la densité des habitats. Dans ces conditions, les terroristes auront plus de difficulté à y pénétrer sans être repérés, se convaincre les cotonculteurs.

- L'existence de proches ou de local dans la ville : certains des cotonculteurs ont relevé que leur choix a été porté sur Banfora car certains membres de leur famille y résident. D'autres avaient même investi à Banfora dans le cadre de l'immobilier. Ainsi, un des leurs relève que compte tenu du fait qu'il dispose d'une parcelle déjà construite à Banfora, le choix idéal était de venir dans cette ville au lieu d'aller ailleurs où il sera obligé de louer une maison.

Conclusion

Depuis 2018 la région des Cascades est la cible des Groupes armés terroristes ; ce qui a entraîné une dégradation sécuritaire sans précédent dans la région. Cette situation entrave le développement des secteurs socio-économiques, notamment la production du coton qui connaît une importante baisse. La province de la Comoé, zone la plus touchée par l'avancée terroriste, voit ses populations quitter diverses localités pour rejoindre d'autres. Nombreux sont les cotonculteurs qui se retrouvent dans cette situation. Ils expliquent leur déplacement par leur impuissance à livrer une résistance farouche aux terroristes, eu égard de leur mode opératoire caractérisé par l'usage de la violence. Aussi, en vue d'éviter de se faire anéantir par l'ennemi pour renforcer sa gloire, les cotonculteurs expriment une certaine résilience en évitant de se jeter dans la gueule du loup. Ceux qui se dirigent vers la commune de Banfora expriment une certaine conviction liée à la sécurisation de la ville ; ce qui renforce leur résilience. Ainsi, dans cette commune, les cotonculteurs luttent contre vents et marées pour leur survie à travers la pratique de plusieurs activités (agriculture, manœuvre, pratique d'orpillage, etc.). Malgré ce constat, force est de reconnaître qu'ils nourrissent l'espoir de retourner dans leurs villages car on est maître que chez soi.

Références bibliographiques

Ouvrage, articles, thèse, mémoire et rapports

- COULIBALY Wanlé Gérard, 2018, « Crise cotonnière à l'Ouest. L'« or blanc » dans l'impasse », in *Sidwaya* n°8723 du jeudi 30 août 2028, pp. 10-11
- DJIRE Adama Ben Arouna, 2014, *Contribution à la stratégie de développement durable de la production cotonnière de la SOFITEX : Analyse du dispositif de formation des producteurs de la région cotonnière de Banfora*, mémoire pour l'obtention du master II spécialisé en management des entreprises et des organisations, Université Aube Nouvelle, 55 p.
- FAYAMA Tionyéélé et MAÏGA Alkassoum, 2020, *Innovations agricoles dans la commune de Banfora au Burkina Faso. Entre politiques publiques et logiques paysannes face à l'adoption des cultures céréalières*, Paris, L'Harmattan, 333 p.
- Mairie de Banfora, 2019, *Plan communal de développement de la commune urbaine de Banfora : horizon 2019-2023*, 179 p.
- Ministère des mines et de l'énergie, 2013, *Cadre de gestion environnementale et sociale de la composante électrification du Pasel*, 78 p
- INSD, 2009, *Recensement général de la population et de l'habitation de 2006 (RGPH-2006). Monographie de la région des cascades*, 180 p.
- INSD, 2022, *Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. Monographie de la région des cascades*, 168 p.
- OUATTARA Ardjouma, 1982, *Industrie et urbanisation en Haute-Volta : le cas de Banfora, problème de croissance urbaine et organisation spatiale*, Thèse de doctorat de 3^e cycle, Géographie, Université Louis-Pasteur-Strasbourg, 482 p.
- OUEDRAOGO Adama, 2010, *Analyse de la rentabilité financière et économique de la filière manioc au Burkina Faso : cas des régions des cascades, du sud-ouest et hauts bassins*, Proposition de projet de recherche de fin de cycle, Sociologie et économie rurale, Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso, 18 p.

- ZOUNGRANA Salamata, « Femmes et terrorisme au Burkina Faso : quel regard sur la négociation avec les terroristes ? », in SOME Désiré-Boniface (dir.), *Le terrorisme au Burkina Faso : négocier ou pas ?*, Paris, L'Harmattan, pp. 152-171

Sources électroniques

- AA, 22/10/2022, Burkina Faso : 19 morts dont 4 civils dans une attaque perpétrée dans l'ouest du pays », in *www.aa.com.tr*, [en ligne] <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-19-morts-dont-4-civils-dans-une-attaque-perp%C3%A9tr%C3%A9e-dans-l-ouest-du-pays/2717999>, consulté le 25 avril 2023 à 13 h 16 mn.
- AFP, 04/01/2022, « L'armée burkinabè dit avoir "neutralisé" des dizaines de terroristes », in *www.voaafrique.com*, [en ligne] <https://www.voaafrique.com/a/l-arm%C3%A9e-burkinab%C3%A8-dit-avoir-neutralis%C3%A9-des-dizaines-de-terroristes-/6380856.html>, consulté le 28 juillet 2023 14 h 19 mn.
- AIB/Comoé, 24 juillet 2022, « Lutte contre l'insécurité dans les Cascades: L'usage de certains engins interdits », in *https://www.aib.media*, [en ligne] <https://www.aib.media/regions/2022/07/24/lutte-contre-linsecurite-dans-les-cascades-lusage-de-certains-engins-interdits/>, consulté le 25 avril 2023 à 14h 25 mn.
- COHEN Maya, 2020, « I. Définitions et processus de résilience », in *Villes et territoires résilients (2020)*, pp. 391-400, [en ligne], <https://www.cairn.info/villes-et-territoires-resilients--9791037003560-page-391.htm>, consulté le 26 avril 2023 à 15 h 38 mn.
- DOFINI Romuald, 25/05/2021, « Situation sécuritaire dans les Cascades : la région a subi plus d'une quinzaine d'attaques terroristes, d'octobre 2018 à mai 2021 », in *https://lefaso.net*, [en ligne] <https://lefaso.net/spip.php?article104948>, consulté le 25 avril 2023 à 14h 45 mn.
- Lefasonet, 10/09/2021, « Insécurité au Burkina : Des populations désertent des villages à Mangodara », in *lefaso.net*, [en ligne] <https://lefaso.net/spip.php?article107450>, consulté le jeudi 20 avril à 08 h 45 mn.
- Lefasonet, 31/01/2023, « Région des Cascades : les corps sans vie de quinze passagers découverts suite à un enlèvement par des hommes armés », in *https://lefaso.net*, [en ligne] <https://lefaso.net/spip.php?article119161>, consulté le 25 avril 2023 à 15 h 52 mn.

- OCHA, 29/02/2020, « Situation des Personnes déplacées internes (PDI) », 3 p. in <https://immap.org>, consulté le 20 avril 2023 à 15h 03 mn.
- SOULAMA Kamyra, SD, « la société gouin du Burkina Faso a l'épreuve de l'acculturation occidentale, de 1898 à 2020 », pp. 188-202, [en ligne] <https://revues.acaref.net> , consulté le 19 juillet 2023 à 13h 07 mn.
- SP CONASUR, 31/12/2021, Enregistrement des personnes déplacées internes du Burkina Faso, 1 p. [en ligne] <https://data.unhcr.org>, consulté le 25 avril 2023 à 12 h 25 mn.
- SP CONASUR, 04/12/2022, Enregistrement des personnes déplacées internes du Burkina Faso, in <https://data.unhcr.org>, [en ligne], <https://data.unhcr.org/en/documents/details/98037> , consulté le 25 avril 2023 à 12 h 15 mn.
- SP CONASUR, 2023, « Enregistrement des personnes déplacées internes du Burkina Faso », p. 1 [en ligne] <https://fshuster.org>, consulté le 20 avril 2023 à 15h 25 mn.
- TAUXIER Louis, 1933, « Les Gouin et les Tourouka, résidence de Banfora, cercle de Bobo-Dioulasso. Etude ethnologique, suivi d'un double vocabulaire, in *Journal des Africanistes*, pp. 77-128, [en ligne] https://www.persee.fr/doc/jafr_0037-9166_1933_num_3_1_1546, consulté le 21 juillet 2023 à 12h
- UNHCR, 7/01/2021, « Rapport mensuel de monitoring de protection. Hauts-Bassins & Cascades », 15 p. [en ligne] <https://data.unhcr.org>, consulté le 20 avril 2023 à 11h 13 mn.